

Colombie

La croissance économique devrait rester vigoureuse ces deux prochaines années, malgré un environnement extérieur défavorable. L'investissement sera un moteur de croissance de premier plan, à la faveur d'une réforme de la fiscalité et de projets d'infrastructures ambitieux. Le faible niveau des taux d'intérêt stimulera la consommation, tandis que le chômage amorcera un repli. Le niveau élevé des inégalités et l'activité informelle resteront des enjeux majeurs pour les pouvoirs publics.

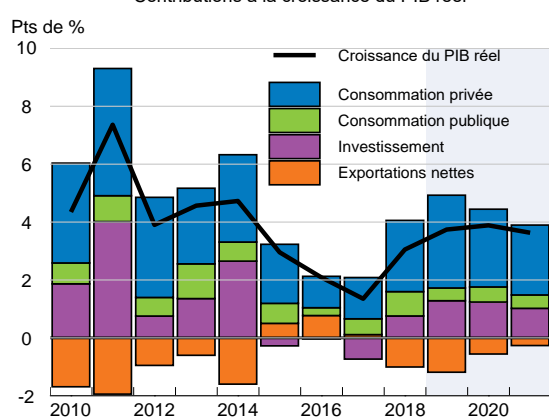
L'orientation légèrement accommodante de la politique monétaire est adaptée, sachant que les anticipations d'inflation sont proches de l'objectif et que le chômage demeure élevé. Il faudra assainir les finances publiques pour réduire progressivement le déficit, conformément à la règle budgétaire. Pour gagner en productivité, il sera nécessaire de renforcer la concurrence et de s'ouvrir davantage aux échanges. Des mesures sociales plus ciblées, alliées à des réformes visant à rehausser la qualité des emplois et à réduire l'activité informelle, permettraient de partager plus largement les fruits de la croissance.

La consommation et l'investissement tirent la croissance

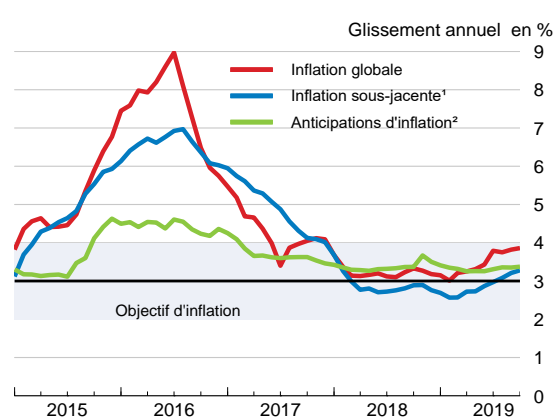
La croissance économique s'est accélérée, sous l'impulsion d'une demande intérieure vigoureuse, portée par l'embellie sur les marchés du crédit et par l'accueil positif réservé par les entreprises aux aides fiscales accordées dans le cadre d'une réforme récente. Le déficit de la balance courante s'est creusé : les importations augmentent, tandis que les résultats à l'exportation demeurent médiocres. Le chômage s'est inscrit en hausse malgré la croissance plus solide, dans la mesure où les créations d'emplois restent trop peu nombreuses pour éponger le surcroît de main-d'œuvre dû à l'immigration. L'inflation a progressé en 2019, essentiellement sous l'effet des hausses de prix des denrées alimentaires et de l'impact, modéré, de la dépréciation du peso. Elle reste néanmoins à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif.

Colombie

La vigueur de l'investissement tire la croissance
Contributions à la croissance du PIB réel



L'inflation reste contenue



1. L'inflation sous-jacente exclut les prix des produits alimentaires de base, des services d'utilité publique et des combustibles.

2. Il s'agit des anticipations d'inflation à 12 mois.

Source: Banque centrale de Colombie (Banco de la República) ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045202>

Colombie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Colombie	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	863.8	1.4	2.6	3.4	3.5	3.3
Consommation privée	596.5	2.1	3.6	4.7	3.9	3.5
Consommation publique	125.6	3.8	5.6	2.9	3.5	3.1
Formation brute de capital fixe	191.2	1.9	1.5	4.6	5.3	4.5
Demande intérieure finale	913.3	2.3	3.5	4.4	4.1	3.7
Variation des stocks ¹	9.0	-1.2	0.4	0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	922.2	1.2	3.9	4.6	4.2	3.7
Exportations de biens et services	127.1	2.5	3.9	4.0	4.0	3.3
Importations de biens et services	185.6	1.2	7.9	8.8	5.5	3.6
Exportations nettes ¹	- 58.5	0.1	-1.0	-1.2	-0.6	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.1	3.7	4.1	3.5	3.3
Indice des prix à la consommation	—	4.3	3.2	3.5	3.6	3.0
IPC sous-jacent ²	—	4.9	2.9	2.9	3.3	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.4	9.7	10.1	9.2	9.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.3	-4.0	-4.2	-4.2	-4.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046266>

De nouvelles réformes structurelles s'imposent pour une croissance inclusive

La politique budgétaire doit être assainie afin de ramener le déficit structurel de l'administration centrale à 1 % du PIB, conformément à la règle budgétaire, et de stabiliser le ratio dette publique/PIB. La réforme fiscale, actuellement à l'examen au Congrès, permettra de stimuler l'investissement. Toutefois, d'autres mesures d'accroissement des recettes seront probablement nécessaires à moyen terme pour respecter la règle budgétaire et faire face aux dépenses sociales et aux investissements publics qui sont indispensables. Il est essentiel d'augmenter les recettes fiscales d'une manière pérenne tout en parvenant à une fiscalité plus propice à la croissance et à l'équité. Pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics pourraient élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la TVA et abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés tout en supprimant les multiples exonérations applicables à cet impôt. Les recettes pourraient également être augmentées en améliorant la fiscalité environnementale et l'efficacité de l'administration fiscale.

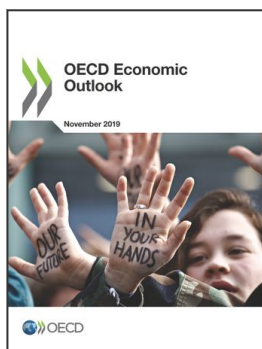
Une croissance plus soutenue et mieux partagée implique de stimuler la productivité au moyen de réformes structurelles. Un renforcement de la concurrence, une amélioration de la logistique portuaire et douanière, la levée de certains obstacles commerciaux et non commerciaux et l'allègement de la charge réglementaire permettraient d'accroître les exportations, de rehausser la productivité des entreprises et de créer des emplois de qualité. L'afflux de migrants pourrait contribuer à doper la croissance potentielle, qui a reculé ces dernières années en raison d'une productivité en berne. Toutefois, il faudrait pour cela poursuivre la mise en œuvre des politiques d'insertion des migrants sur le marché du travail formel, mais aussi investir dans la formation et dans le système de santé.

Afin que les fruits de la croissance soient plus largement partagés entre tous, une stratégie globale doit être déployée pour favoriser la création d'emplois de qualité dans l'économie formelle. Pour ce faire, il faut

réformer dans divers domaines, et notamment réduire les coûts de main-d'œuvre non salariaux, remanier le dispositif de salaire minimum afin que son niveau soit plus favorable à l'emploi, améliorer la qualité et la pertinence de l'offre d'éducation et de formation, et adopter des mesures pour intégrer davantage de femmes sur le marché du travail. Il est urgent de réformer le système de retraite afin de réduire la pauvreté et les inégalités à l'âge de la vieillesse.

La croissance devrait rester vigoureuse

Portée par un regain de la demande intérieure, la croissance devrait rester solide. L'investissement sera un déterminant de premier plan de la croissance, à la faveur d'un allègement de la pression fiscale et d'ambitieux projets d'infrastructures. La persistance de taux d'intérêt bas, une inflation conforme à la fourchette visée par la banque centrale et le recul du chômage soutiendront la consommation. Le déficit de la balance courante se creusera, dans un contexte de croissance tirée par la demande et de dégradation des résultats à l'exportation. Les risques de divergence à la hausse par rapport aux prévisions tiennent à un renchérissement des prix du pétrole, qui pourrait stimuler encore plus l'investissement. Quant aux risques de divergence à la baisse, ils pourraient émaner de fragilités plus fortes que prévu dans l'environnement extérieur, sous l'effet des tensions commerciales et de l'instabilité régionale, et de nouveaux retards dans les projets d'infrastructures.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Colombie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/edf24d21-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.